

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 Chambéry

Chambéry, le 6 novembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**
TREZ FRANCE

Parc d'Activités de la porte de Mauriennne
73220 Val-D'arc

Références : 20240911-RAP-TREZ-Val-d'Arc-Inspection2024
Code AIOT : 0010700578

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/09/2024 dans l'établissement TREZ FRANCE implanté PA de la porte de Mauriennne 73220 Val-d'Arc. L'inspection a été annoncée le 10/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TREZ FRANCE
- PA de la porte de Mauriennne 73220 Val-d'Arc
- Code AIOT : 0010700578
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société TREZ France fait partie du groupe AUREA, regroupant en France et en Belgique plusieurs entreprises du secteur de la collecte et du traitement des déchets.

La société TREZ a exploité jusqu'en novembre 2019 une installation de traitement de déchets dangereux zincifères sur son site de Val d'Arc – Aiguebelle. L'entreprise a ensuite procédé à une reconversion de ses activités vers le transit / regroupement d'huiles usagées. Ceci a fait l'objet d'un dossier de cessation partielle d'activité et de porter à connaissance, transmis en février 2020 au titre des articles R. 512-39-1 et R. 181-46 du code de l'environnement, et d'un arrêté préfectoral du 29 juillet 2020 mettant à jour l'autorisation d'exploiter. La société TREZ a élargi son champ de compétence en 2021 en prenant en charge aussi les liquides de refroidissement usagés ainsi que les filtres à huile. Cette demande de modification n'ayant pas conduit à une évaluation environnementale, un arrêté préfectoral portant mise à jour de l'autorisation d'exploiter a été établi le 28 septembre 2021 et autorise régulièrement, à ce jour, la société TREZ à pratiquer ses activités.

Puis, par un dossier de porter-à-connaissance reçu le 22 mai 2023 (complété en juin 2023), l'établissement TREZ, qui visait à répondre à une demande des clients de TREZ (détenteurs d'huiles

usagées) a signifié sa volonté d'offrir une prestation globale avec prise en charge de l'ensemble de leurs déchets d'activités. Cette demande constitue une modification des conditions d'exploitation des activités du site et porte notamment sur l'ajout de codes déchets supplémentaires (déchets issus de la réparation automobile) sans augmentation de la quantité totale de déchets susceptibles d'être présente dans l'installation et l'ajout d'une rubrique soumise à déclaration (2714).

L'objectif principal de la visite d'inspection du 11 septembre 2024 a été de faire le point entre ce qui est actuellement autorisé et ce qui est sollicité dans le dossier PAC, ainsi que de constater les activités qui sont exercées actuellement sur le site.

Thèmes de l'inspection :

- Situation administrative
- Effluents liquides
- Suivi PFAS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative : volumes des activités	Article 1.2.1 de l'AP du 28/09/2021	Observation Délai : 1 mois
3	Vannes d'isolement avec le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 29/09/2021, article 4.3.5	Sans objet
5	Suivi de la qualité des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 28/09/2021, article 4.7.1.1	Sans objet
6	Liste PFAS et déclaration GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2, article 3 et article 4	Observation Délai : 15 jours

Les fiches de constats suivantes font l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	VLE des rejets liquides avant rejet dans le milieu naturel et fréquence	Arrêté Préfectoral du 28/09/2021, article 4.6.2	Demande d'action corrective Délai : 2 mois
4	Confinement des eaux extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 28/09/2021, article 4.4.4	Transmission de justificatif Délai : 15 jours

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a transmis un dossier de porter-à-connaissance (PAC) en juin 2023 relatif à plusieurs modifications envisagées sur le site. Cependant, par courriel du 27 septembre 2024, l'exploitant nous a indiqué que ce PAC est devenu obsolète à ce jour et qu'en ce sens, il souhaite déposer une nouvelle version. A ce titre, considérant que certaines modifications ont été mises-en-œuvre, nous lui demandons de transmettre, sous un délai d'un mois, un nouveau dossier de porter à connaissance actualisé, qui décrira les modifications apportées au site ainsi que les éventuelles modifications projetées.

Par ailleurs, par courriel du 28 octobre 2024, nous avons reçu une information de la DREAL PACA, selon laquelle le site TREZ à Val d'Arc reçoit des déchets d'eaux souillées, sous le code déchets 16 10 01*. Ces déchets ne sont actuellement pas autorisés par l'arrêté préfectoral du 28 septembre 2021 et ne sont pas visés dans le dossier PAC qui nous a été transmis en juin 2023.

Nous rappelons à l'exploitant qu'il n'est pas autorisé à recevoir des déchets d'eaux souillées, sous le code déchets 16 10 01*, qu'il convient de les faire évacuer et d'éventuellement prévoir ce type de déchets dans son dossier PAC à venir s'il souhaite en entreposer.

Par ailleurs, nous demandons à l'exploitant, sous un délai de 2 mois, de communiquer les résultats d'analyses eaux pluviales susceptibles d'être polluées pour les deux points de rejets identifiés à l'article 4.6.1 de l'arrêté préfectoral du 28 septembre 2021.

S'agissant du suivi PFAS dans les rejets aqueux, nous confirmons à l'exploitant qu'il lui appartient de faire porter les campagnes sur les 28 composés PFAS des 2 listes de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.

Nous lui demandons également de transmettre, sous un délai de 15 jours, le bon de commande passé avec son bureau de contrôle.

En outre, l'inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit apporter une réponse au projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure, qui a lui été transmis le 7 octobre dernier, en faisant le bilan sur son avancement des campagnes d'analyses PFAS, qu'il aurait dû réaliser entre la période de mars et mai 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative : volumes des activités

Référence réglementaire : Article 1.2.1 de l'AP du 28/09/21 et dossier PAC juin 2023				
Thème : Situation administrative : Evolution des activités sur site				
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">• Activités visées au tableau de classement ICPE de l'article 1.2.1 du 28 septembre 2021• Tableau des activités envisagées dans le dossier PAC du 2 juin 2023 (page 16)				
Constats : <p>Pour mémoire, nous avons reçu le 22 mai 2023 (complété en juin 2023) un dossier de porter-à-connaissance (PAC) de l'établissement TREZ situé à Aiguebelle, accompagné d'une demande de cas-par-cas, dont la décision préfectorale du 30 juin 2023 avait conclu que la modification envisagée n'était pas soumise à évaluation environnementale.</p> <p>Ce site est actuellement autorisé par arrêté préfectoral du 28/09/2021 à exploiter des installations de transit, regroupement d'huiles usagées, liquide de refroidissement et filtres à huiles, sous les rubriques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• 2718 et 3550 : 265 tonnes (dont 220 t HU, 30 t de LR et 15 t de FH). Le flux annuel autorisé actuellement est de 4000 t/an,• 3510 : 35t/j. <p>Selon l'exploitant, le PAC visait à répondre à une demande des clients de la société TREZ (détenteurs d'huiles usagées) qui souhaitaient une prestation globale avec prise en charge de l'ensemble de leurs déchets d'activités. La demande présentée dans le dossier PAC constituait une modification des conditions d'exploitation des activités relevant notamment de la rubrique 2718. Celle-ci portait sur l'ajout de codes déchets supplémentaires (déchets issus de la réparation automobile) sans augmentation de la quantité totale de déchets susceptibles d'être présente dans l'installation et l'ajout d'une rubrique soumise à déclaration (2714). En effet, le projet visait à obtenir l'autorisation de recevoir des déchets relevant des codes : 16 06 01*; 15 02 02*; 16 01 22; 16 01 13*; 16 01 21*; 14 06 03*; 15 02 02*; 15 01 10*; 16 05 04*; 16 01 03; 16 01 22; 12 01 09*, et à procéder au regroupement par catégorie des quantités collectées afin de constituer des volumes plus importants pour expédition vers les filières de valorisation. Les déchets concernés par la modification sollicitée devaient être issus de la collecte dans des garages, de transporteurs ou d'industriels.</p> <p>Les déchets visés sont listés dans le tableau qui suit, qui fait état de ce qui est autorisé actuellement, de ce qui était sollicité en 2023 et de ce qui a été constaté sur site le 11 septembre dernier :</p>				
Rubr/ régime	Activité	Niveau autorisé sur le site	Activités demandées dans le PAC 2023	Niveau constaté sur site le jour de l'inspection
2718- 1 A	Transit, regroupement de déchets dangereux	<u>Quantité maximale de déchets susceptible d'être entreposée sur le site :</u> Huiles usagées : 220 t Liquides de refroidissement : 30 t Filtres à huile : 15 t TOTAL : 265 t	<u>Quantité maximale de déchets susceptible d'être entreposée sur le site :</u> - Huiles usagées : 90 t - Liquides de refroidissement : 30t - Filtres à huile : 30t - Fluides de coupe et eaux souillées : 28 t - liquides de frein : 1 t - flexibles hydrauliques : 5 t - filtres à AIR : 5 t	- Huiles usagées en cuve : 40 t - liquides de refroidissement en cuve : 20 tonnes - environ 18 tonnes d'eaux souillées - environ 12 tonnes de fluides de coupes usagés en GRV
3550 A	Stockage temporaire de déchets dangereux en attente de traitement	<u>Flux maximal pris en charge :</u> 4 000 t/an		

			- batteries : 5 t - graisses : 3 t - solvant, diluants : 5 t - emballages souillés : 5 t - solides imprégnés : 7 t - aérosols : 2,5 t TOTAL : 216,5 t <u>Flux maximal pris en charge</u> : 5500 t/an	Total : 90 tonnes
3510 A	Valorisation de déchets dangereux recourant à un mélange préalable à une opération de traitement	<u>Capacité</u> : 35 t/j	Capacité : 40 t/j	Environ 10 t/j
2714-2 D	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719	Rubrique non autorisée dans l'AP 2021	- Pneumatiques usagés : 30 t - Pare-chocs : 25 t	Aucune activité relevant de la rubrique 2714

En synthèse le projet prévoyait :

- une réduction de la quantité de déchets dangereux de 48 tonnes mais avec une nature de ceux-ci plus variée ;
- une augmentation globale Déchets Dangereux + Déchets Non Dangereux de 7,5 tonnes (271,5 tonnes au lieu des 265 t autorisés actuellement) ;
- un flux annuel de déchets transitant sur site qui augmente.

Il était prévu que ces nouvelles activités soient exploitées dans le bâtiment existant dans lequel ont été aménagées plusieurs alvéoles pour l'entreposage des différentes catégories de déchets solides visées par la demande. Dans ce contexte, la quantité maximale d'huiles usagées présente sur le site devait être ramenée de 220 tonnes à 90 tonnes. Ainsi, il était prévu que la quantité maximale de déchets dangereux entreposée sur le site n'excéderait pas celle actuellement autorisée.

Lors de l'inspection du 11 septembre 2024, l'exploitant a précisé que cette demande de modification n'était plus d'actualité et qu'il souhaitait redéposer un dossier de porter à connaissance actualisé. Ce dernier a précisé qu'il souhaitait se concentrer uniquement sur la collecte de déchets d'huiles usagées, de liquide de refroidissement, de liquides de freins... et retirer les activités de regroupement de déchets de pare-chocs et de pneus relevant notamment de la rubrique 2714.

Lors de l'inspection, il a été constaté que la nature et le volume des activités respectent :

- les prescriptions de l'Arrêté Préfectoral du 28 septembre 2021,
- les données du dossier de Porter à connaissance du juin 2023.

Le flux annuel 2023 de déchets dangereux ayant transité sur le site est de 3534 tonnes, ce qui respecte le flux maximal autorisé de 4000 tonnes/an.

Aucun des déchets sollicités dans le dossier de porter à connaissance de juin 2023 n'étaient présents sur site, à part des déchets d'eaux souillées et de fluides de coupe usagés, stockés provisoirement dans des GRV de 1000 litres, dans 2 alvéoles du bâtiment d'exploitation. Ces stockages disposent d'une rétention en sous-sol d'environ 500 m³. L'exploitant prévoit à terme de stocker ce type de déchets dans des cuves existantes du site de capacité minimale de 30 m³ chacune.

Compte tenu des constats au regard des éléments du dossier PAC de juin 2023, il a été convenu

<p>avec l'exploitant qu'il effectue une demande de retrait de son dossier PAC et qu'il redépose un nouveau dossier actualisé par rapport à l'évolution de son projet et de ses activités actuelles. En ce sens, par courriel du 27 septembre 2024, l'exploitant a confirmé que le PAC déposé le 2 juin 2023 est obsolète, et qu'une nouvelle version nous sera transmise d'ici fin octobre 2024.</p> <p>Par ailleurs, par courriel du 28 octobre 2024, nous avons reçu une information de la DREAL PACA, selon laquelle le site TREZ à Val d'Arc reçoit des déchets d'eaux souillées, sous le code déchets 16 10 01*. Ces déchets ne sont actuellement pas autorisés par l'arrêté préfectoral du 28 septembre 2021 et ne sont pas visés dans le dossier PAC qui nous a été transmis en juin 2023.</p> <p>Demande d'action corrective : Nous demandons à l'exploitant, sous un délai de 1 mois, de déposer un dossier de porter à connaissance actualisé, en fonction de ses projets, mais qui détaillera avec tous les éléments d'appréciations nécessaires les modifications apportés au site. Nous rappelons également à l'exploitant qu'il n'est pas autorisé à recevoir des déchets d'eaux souillées, sous le code déchets 16 10 01*, qu'il convient de les faire évacuer et de prévoir ce type de déchets dans son dossier PAC à venir s'il souhaite en entreposer.</p> <p>Type de suites proposées : avec suite</p>

N° 2 : VLE des rejets liquides avant rejet dans le milieu naturel et fréquence

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/09/2021, article 4.6.2
Thème : Risques chroniques, rejets liquides : Valeurs limites d'émissions et fréquence
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une fois par an, l'exploitant procède en période de fonctionnement normal des installations, et pour chacun des 2 points définis à l'article 4.6.1, à des prélèvements d'échantillons représentatifs des effluents rejetés.</p> <p>Ces échantillons sont analysés pour les paramètres réglementés à l'article 4.5.3. Les analyses sont réalisées par un organisme ou laboratoire agréé, ou accrédité, et selon les méthodes de référence précisées dans l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence.</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a remis à l'inspection son rapport d'analyse des rejets eaux pluviales en sortie du séparateur d'hydrocarbures n°1, dont les analyses ont été réalisées par le bureau de contrôle SGS le 18 septembre 2023. Ce rapport n'appelle aucune remarque de la part de l'inspection des installations classées.</p> <p>Toutefois, il existe un deuxième point de rejet eaux pluviales susceptibles d'être polluées, qui n'a pas été analysé en 2023.</p> <p>Il a été convenu que l'exploitant inclut pour 2024 les deux points de prélèvement dans son contrat avec son prestataire.</p> <p>Demande d'action corrective : Nous demandons à l'exploitant, sous un délai de 2 mois, de communiquer les résultats d'analyses eaux pluviales susceptibles d'être polluées pour les deux points de rejets identifiés à l'article 4.6.1 de l'arrêté préfectoral du 28 septembre 2021.</p> <p>Type de suites proposées : Avec suite</p>

N° 3 : Vannes d'isolement avec le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/2021, article 4.3.5
Thème : Risques accidentels, Vannes d'isolement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Deux vannes de sectionnement à commande manuelle situées à l'aval des deux séparateurs hydrocarbures permettent l'isolement des réseaux de collecte des eaux pluviales de voirie collectées sur les secteurs N/NO et S/SO par rapport à l'extérieur.</p> <p>Les emplacements de ces vannes de sectionnement sont clairement identifiés par une signalisation adéquate.</p>

<p>Ces dispositifs sont facilement accessibles et actionnables en toute circonstance. L'exploitant s'assure de leur bon fonctionnement permanent par un entretien, une maintenance et des essais réguliers, a minima trimestriels. Ces opérations sont définies par consigne. La maintenance effectuée et les résultats des contrôles sont consignés dans un registre.</p>
<p>Constats :</p> <p>Nous avons constaté que le site est équipé de deux vannes d'isolement prévues pour retenir les éventuelles pollutions accidentelles et les eaux d'extinction incendie. Celles-ci sont repérées et accessibles.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a manœuvré ces vannes avec succès. Ce dernier a confirmé qu'il réalisait périodiquement des essais pour s'assurer de leur bon fonctionnement. Toutefois, le registre de ces vérifications périodiques n'a pas été consulté sur place.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Confinement des eaux extinction incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/09/2021, article 4.4.4</p>
<p>Thème : Risques accidentels, confinement eaux incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux d'extinction d'un incendie sont recueillies dans la rétention constituée par le sous-sol du bâtiment.</p> <p>A l'extérieur du site, le confinement des éventuelles eaux d'extinction est assuré par la fermeture des vannes d'isolement mentionnées à l'article 4.3.5, réalisé dès le déclenchement d'un incendie.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté que la rétention sur site est constituée par le sous-sol du bâtiment. Celle-ci représente selon l'exploitant un volume d'environ 1000 m³ et est séparé en 2 rétentions de 500 m³ par un muret.</p>
<p>Transmission de justificatif : Nous demandons à l'exploitant de transmettre la justification du volume de la rétention.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suite</p>

N° 5 : Suivi de la qualité des eaux souterraines

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/09/2021, article 4.7.1.1</p>
<p>Thème : Risques chroniques, Suivi qualité eaux souterraines</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure une surveillance de la qualité des eaux souterraines au droit du site. Cette surveillance est effectuée à minima sur les 3 piézomètres équipant le site (PZ sud, PZ usine, PZ marbrerie).</p> <p>Dans ces forages, des mesures de niveau piézométrique, de prélèvements et analyses sont effectués au minimum deux fois par an, en périodes de basses et de hautes eaux, selon les méthodes normalisées en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un rapport de surveillance de la qualité des eaux souterraines établi par la société SARPI-REMEDIATION en juillet 2024.</p> <p>Le suivi de la qualité des eaux souterraines a été réalisé au droit des 5 piézomètres réglementaires. Au droit du piézomètre Marbrerie, situé au Nord-aval du site, ont été mesurées des teneurs anormales par rapport aux précédentes campagnes, qui dépassent les valeurs de références pour l'eau potable en métaux, dont l'aluminium (2000µg/l), l'arsenic (15µg/l) et le manganèse (200 µg/l). Il est précisé dans le rapport, que de nombreuses particules ont été retrouvées lors des analyses en laboratoire, que celles-ci ont pu influencer à la hausse les teneurs en métaux.</p> <p>Par rapport aux résultats des analyses précédentes, ces dépassements peuvent à ce stade être considérés comme isolés. L'évolution de ces teneurs est à surveiller lors des prochaines campagnes.</p>

<p>Pour le strontium, des concentrations proches ou légèrement supérieures à la teneur moyenne dans les eaux souterraines en Auvergne-Rhône-Alpes ont été relevées au cours de cette campagne, comme lors des précédentes campagnes de mesures transmises par l'exploitant. Des campagnes de mesures et d'analyses supplémentaires sont nécessaires afin de cerner l'évolution de la teneur en strontium dans le sol.</p> <p>La prochaine campagne est prévue en décembre 2024.</p>
<p>Observation : Nous demandons à l'exploitant de vérifier que les particules retrouvées lors des analyses ne sont pas en lien avec une dégradation éventuelle de l'ouvrage piézométrique.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Liste des PFAS et déclaration des résultats PFAS dans GIDAF

<p>Référence réglementaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2 et article 3 (liste des substances PFAS à analyser) - Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 (transmission des résultats)
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit une liste des substances PFAS susceptibles d'être présentes et rejetées.</p> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant nous a présenté en séance un bon de commande passé en juillet 2024 avec le bureau de contrôle « Eurofins » de la société Alpes Contrôles. L'exploitant a prévu de réaliser des analyses sur les 28 PFAS mentionnés à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.</p> <p>Il nous a précisé que la première campagne n'avait pas encore eu lieu. Précisons qu'en l'absence d'eau de procédé, il convient d'attendre un épisode pluvieux.</p> <p>L'article 4 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des PFAS dans les rejets aqueux des ICPE soumises à autorisation, fixe un délai de 9 mois pour réaliser la première campagne d'analyse à compter de l'entrée en vigueur de l'arrêté susvisé.</p> <p>Il convient de préciser que ce délai est aujourd'hui arrivé à échéance. A ce titre, l'établissement TREZ a été destinataire d'un courrier le 7 octobre dernier accompagné d'un projet d'arrêté de mise en demeure, demandant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les résultats des analyses de chaque campagne sont déclarés dans GIDAF au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. • Dans un délai de 5 mois maximum à compter de la notification du présent arrêté, les résultats des trois campagnes d'analyses seront déclarés dans GIDAF.
<p>Observation :</p> <p>Nous confirmons à l'exploitant qu'il lui appartient de faire porter les campagnes sur les 28 composés PFAS des 2 listes de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023. L'inspection demande à l'exploitant sous un délai de 15 jours, de transmettre le bon de commande.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite car projet APMD proposé en parallèle de l'inspection.</p>

